



CONVENTION DE COOPERATION

DANS LE CADRE DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

DU PAYS CŒUR D'HERAULT

N°PAT-2024-CC05

Entre :

SYNDICAT DE DEVELOPPEMENT LOCAL (SYDEL) du Pays Cœur d'Hérault,

ayant son siège au 9 rue de la Lucque – Ecoparc Cœur d'Hérault Bât B – 34725 – Saint André de Sangonis
représenté par son Président, M. Jean-François SOTO,
ci-après désigné « Le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault »,

Et :

La SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) Occitanie

dont le siège est situé 10 chemin de la Lacade, 31320 Auzeville Tolosane

représenté par son Directeur Général, M. Frédéric André, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 27 mai 2021

ci-après dénommé « Safer Occitanie »

Préambule

Sur le territoire du Cœur d'Hérault, les différentes réflexions et schémas règlementaires ou stratégiques élaborés à l'échelle du Pays (SCoT, CLS, PCAET) ainsi que l'importante concertation initiée par le Conseil de Développement (Codev) et le Pays Cœur d'Hérault en 2019 dans le cadre des Etats Généraux de l'Alimentation et de l'Agriculture Durables (EGAAD) ont permis de définir les grands enjeux agricoles et alimentaires du territoire et de faire émerger le Projet Alimentaire Territorial (PAT) Démocratique, Durable et Décloisonné.

A travers l'implication des acteurs locaux concernés dans leur diversité (acteurs du système alimentaire et acteurs territoriaux agissant dans les champs de l'agriculture et de l'alimentation), le PAT vise à agir de manière opérationnelle sur le territoire dans le cadre de 5 axes :

- Axe 1 : Accès au foncier et au bâti agricole pour la diversification
- Axe 2 : Développement de l'agroécologie et gestion de la ressource en eau
- Axe 3 : Accès à une alimentation de qualité pour tou.te.s
- Axe 4 : Coopération au sein de la chaîne alimentaire
- Axe transversal : Gouvernance partagée, décloisonnée et concertée

Les partenaires

Le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault est un Etablissement Public Administratif sous forme de Syndicat Mixte Ouvert Elargi. Il met en œuvre et anime un projet de territoire qui correspond aux orientations définies dans sa Charte de territoire «Le Pays rêvé». Engagement pour l'ensemble des acteurs du Cœur d'Hérault, cette Charte constitue le fil rouge de l'action du Pays. Grâce à une gouvernance originale associant élus et société civile, le Pays appuie son action sur des leviers puissants que sont les programmes européens (LEADER, Approches Territoriales Intégrées, FEADER...) ou les politiques contractuelles avec le Département, la Région et l'Etat. En s'appuyant sur une équipe impliquée, cette action de fond permet un accompagnement efficace pour le développement de ce bassin de vie, « le Cœur d'Hérault ».

Depuis les EGAAD en 2019, le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault porte la coordination de la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial.

La Safer Occitanie est une Société Anonyme à but non lucratif. Comme les autres SAFER, elle œuvre à la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers. Son intervention vise à favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières afin que celles-ci atteignent une dimension économique viable au regard des critères du schéma directeur régional des exploitations agricoles ainsi que l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations. Ces interventions concourent à la diversité des systèmes de production, notamment ceux permettant de combiner les performances économique, sociale et environnementale et ceux relevant de l'agriculture biologique au sens de l'article L. 641-13. La Safer Occitanie concourt également à la diversité des paysages, à la protection des ressources naturelles et au maintien de la diversité biologique. Elle contribue aussi au développement durable des territoires ruraux, dans le cadre des objectifs définis à l'article L. 111-2. Enfin, elle assure la transparence du marché foncier rural.

Depuis la création du Projet Alimentaire Territorial en 2021, la Safer Occitanie a fortement contribué au déploiement d'actions sur l'axe 1 « Accès au foncier et au bâti agricole pour la diversification » du PAT mais aussi à la co-construction de la gouvernance du PAT en participant aux différents Comités Opérationnels de l'axe transversal « Gouvernance partagée, décloisonnée et concertée ».

Leurs objectifs communs

Le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault et la Safer Occitanie partagent les objectifs et enjeux du PAT, en particulier sur la préservation des terres agricoles et leur usage pour un territoire nourricier qui tend vers l'autonomie alimentaire.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la Convention

Le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault et la Safer Occitanie agissent en coopération dans le cadre du PAT.

La présente convention a pour objectif de définir la nature et les conditions du partenariat entre les deux partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du PAT.

Elle détermine :

- leurs objectifs de coopération, les engagements et le rôle de chaque partenaire,
- le contexte, les objectifs, la méthode, les caractéristiques techniques et le calendrier prévisionnel des actions envisagées,
- les montants, les modalités de financement des actions de coopération prévues et les contributions des deux partenaires.

La présente convention fait suite à une première convention cadre signée le 12 juillet 2022 et 1 avenant opérationnel ayant permis la réalisation d'actions structurantes pour l'axe 1 avec notamment la participation de la Safer Occitanie à la création du groupe Veilleurs de Terres et son animation, la création du Groupement d'Appui à l'Installation Agricole, la réalisation de deux diagnostic de faisabilité foncière sur deux commune du Pays Cœur d'Hérault et la co-organisation d'un forum foncier sur le territoire. Ces actions ont été réalisées sur la période 2022-2023.

Article 2 : Axes et actions de coopération

A travers la présente convention, les deux partenaires conviennent plus particulièrement de coopérer dans le cadre de l'axe 1 « Accès au foncier et au bâti agricole pour la diversification ».

Axe du PAT 3D	« Accès au foncier et au bâti agricole pour la diversification ».
Intitulé de l'action	« Accompagnement à l'installation sur des parcelles communales via le Groupement d'Appui à l'Installation Agricole »
Contexte	<p>Les États Généraux de l'Agriculture et de l'Alimentation Durables (EGAAD) portés par le Conseil de Développement, le Pays Coeur d'Hérault et l'UMR Innovation de l'INRAE, ont fait apparaître de nombreux constats sur le territoire en matière d'agriculture et d'alimentation. Ce grand temps de concertation a été mené en 2019 avec l'ensemble des acteurs du territoire (associations, agriculteurs, entreprises, structures d'accompagnement agricole, élus etc...). Il a notamment fait ressortir que l'offre en produits locaux sur le territoire est insuffisante par rapport à la demande. Il a également mis en avant une difficulté d'accès au foncier, liée notamment à la forte pression foncière et aux phénomènes de spéculation qui agissent sur la plaine viticole du Pays Coeur d'Hérault. Des leviers ont été identifiés pour répondre à ce constat : la sensibilisation des élus aux enjeux de la préservation du foncier agricole et les accompagner dans la maîtrise des outils fonciers et de leur foncier agricole communal en est un.</p> <p>Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) porté par le Pays Coeur d'Hérault a émergé en 2021 suite aux EGAAD et porte un axe intitulé «accès au foncier et au bâti agricole pour la diversification». Il vise à la préservation du paysage, de la biodiversité ainsi qu'au maintien de la vocation agricole des terres en Pays Coeur d'Hérault. Il vise également à l'installation de nouveaux agriculteurs sur des terres communales ou privées avec des projets diversifiés pour tendre vers une meilleure autonomie alimentaire sur le territoire (diversification des produits alimentaires disponibles sur le territoire).</p>
Description de l'action	<p>C'est pour répondre à cet objectif qu'en 2022 le PAT porté par le Pays Coeur d'Hérault a initié, en co-animation et partenariat avec l'association Terres Vivantes, le Groupement d'Appui à l'Installation Agricole (GAIA). Ce groupement a pour objectif de réunir les structures d'accompagnement agricole (7 partenaires techniques à ce jour : Terres Vivantes, Terracoopa, Terre de Liens, le Civam Bio 34, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, la SAFER Occitanie et le CEN Occitanie) qui agissent sur le foncier agricole, l'installation et la transmission mais aussi qui ont des compétences sur les systèmes agricoles diversifiés pour proposer un accompagnement complet aux communes qui souhaitent installer des porteurs de projets sur leurs parcelles communales. Depuis, l'accompagnement s'est étendu aux propriétaires privés et aux cédants. Pendant les 18 premiers mois d'existence du GAIA, c'est la commune d'Aniane qui a été accompagnée sur deux projets d'installation. Une méthodologie d'accompagnement a été créée où chaque partenaire est complémentaire. La liste des facteurs de réussite d'une installation soutenue par une collectivité a également été dressée. En 2024, l'idée est de consolider cette méthodologie mais aussi d'accompagner la commune du Pouget dans cette démarche.</p> <p>La méthodologie GAIA comprend notamment :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic du foncier agricole (potentiellement en lien avec l'action Veilleurs de Terres) - Un diagnostic alimentaire (mise en lien avec les épiceries locales, la restauration collective sur la commune et leurs projets et besoins) - Un diagnostic du site (des parcelles sélectionnées) : faisabilité agronomique, expertise paysanne, mise en cohérence avec les documents d'urbanisme, estimation des aménagements à faire et coûts, diagnostic agroécologique (infrastructures agroécologiques à maintenir, mettre en place pour favoriser la biodiversité) - Co-rédaction de l'appel à candidature avec la commune et sa diffusion via les différents réseaux de partenaires - Sélection des candidats : pré-tri des projets véritablement agricoles, visite de site et sélection des dossiers, comité de pré-sélection et comité de sélection - Suivi de l'installation sur la parcelle : accompagnement de la commune et du / de la porteur / porteuse de projet, intermédiaire entre bailleur et locataire etc...
Résultats attendus	Par cette action, les communes favorisent l'installation sur parcelles communales sur des projets agricoles diversifiés et l'offre alimentaire est diversifiée à l'échelle supra-locale.
Autres partenaires de l'action	<ul style="list-style-type: none"> - Terre de Liens Languedoc-Roussillon - Civam Bio 34 - Terres Vivantes - Terracoopa - Chambre d'Agriculture 34 - CEN Occitanie - INRAE - Communauté des Communes de la Vallée de l'Hérault, via sa chargée des politiques agricoles - Codev
Rôles des deux partenaires	<p>Safer Occitanie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Co-pilotage - Participation aux groupes techniques et aux groupes « flash » du GAIA - Suivi des communes (accompagnement pour la contractualisation avec les porteurs de projets, notamment si cela fait intervenir un Contrat de Mise à Disposition Safer) <p>SYDEL du Pays Cœur d'Hérault :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Co-pilotage, coordination et animation du GAIA - Rédaction des appels à candidatures - Intermédiaire avec les communes - Suivi administratif et financier de l'action
Référents techniques des deux structures partenaires	<p>Safer Occitanie : Léa Gazzoti, chargée d'études et travaux</p> <p>SYDEL du Pays Cœur d'Hérault : Julie Pessard, chargée de mission foncier agricole et animatrice de l'axe 1 du PAT</p>
Budget total de l'action	25 177,50 €

Montant participation proposée au partenaire pour sa contribution	2310 €			
Plan de financement de l'action	Dépenses		Recettes	
	SAFER Occitanie - Co-pilotage - Participation aux groupes techniques et aux groupes « flash » du GAIA - Suivi des communes (accompagnement pour la contractualisation avec les porteurs de projets, notamment si cela fait intervenir un Contrat de Mise à Disposition Safer)		Sydel Pays Cœur d'Hérault (Programme TETRAA)	
	Total		2310 €	
	Total		2310 €	
Calendrier	Juillet 2024 à Juin 2025			
Indicateurs d'évaluation proposés	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux groupes techniques - Nombre de porteurs de projets en cours d'installation 			
Valorisation de l'action	Plaquette GAIA à destination des élu.e.s Retour d'expérience et diffusion de l'action à d'autres territoires			

Article 3 : Engagement des parties

3.1 - Gouvernance du PAT

Une organisation est mise en place pour le suivi de la mise en œuvre des actions du PAT.

Le comité de pilotage stratégique du PAT est la Commission Agriculture et Alimentation du Pays Cœur d'Hérault, composée d'élus des trois communautés de communes du Pays Cœur d'Hérault et de l'ensemble des acteurs impliqués dans le PAT.

Les actions sont coordonnées et suivies par axe thématique à travers le Comité Opérationnel (COMOP) de chaque axe ou à travers un Groupe de Travail dédié à l'action, si nécessaire. Le COMOP est un espace de discussion et de concertation à visée opérationnelle. Il réunit les acteurs concrètement impliqués sur le territoire dans la poursuite des enjeux de l'axe.

Les orientations stratégiques discutées au cours des Commissions Agriculture et Alimentation et des COMOP sont validées par les instances compétentes des différentes parties prenantes concernées, notamment le Comité Syndical du Pays Cœur d'Hérault dès lors que sa responsabilité et sa contribution sont engagées.

Le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault coordonne l'organisation des Commissions Agriculture et Alimentation du Pays Cœur d'Hérault et des COMOP du PAT.

La Safer Occitanie s'engage à participer aux temps de co-construction des actions auxquelles elle participe dans le cadre du PAT.

3.2 - Portage des actions

Les actions du PAT peuvent être portées par l'un ou l'autre des partenaires, par un autre partenaire ou portées conjointement par plusieurs partenaires.

3.3 - Réalisation des actions

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens leur permettant de réaliser les actions présentées en article 2 afin d'atteindre les objectifs cités. La subvention allouée au partenaire ne sera pas réajustée en fonction du temps passé. Chacun des partenaires est responsable du suivi de son temps passé sur l'action, en fonction des financements obtenus.

Les partenaires se tiennent mutuellement informés des cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution des actions.

Les partenaires s'engagent à s'informer sans délai de toute modification et/ou évolution substantielles de leurs fonctionnements respectifs ou de leurs organisations (changement de direction, de coordonnées, de modalités de réalisation d'actions...).

3.4 - Suivi des actions de la présente convention

Les partenaires s'engagent à s'informer régulièrement et chaque fois que nécessaire sur l'exécution de la convention sur les points financiers, techniques et administratifs.

Les deux partenaires s'engagent à fournir les moyens nécessaires, humains et financiers, pour le pilotage et le suivi de la mise en œuvre des actions inscrites dans cette convention.

Les deux parties désignent chacun en leur sein un référent technique qui assure un rôle de correspondant, la définition et le suivi des opérations engagées dans le cadre de la présente convention.

Une réunion annuelle entre les deux partenaires pourra être organisée pour le suivi global de la présente convention de coopération.

3.5 - Evaluation des actions dans le cadre du PAT

Les partenaires s'engagent à participer à l'évaluation des actions concernées par la présente convention à travers le suivi d'indicateurs de résultats et de changements dans la perspective du suivi-évaluation global du PAT et la poursuite de ses objectifs (cf. article 2).

3.6 - Mutualisation des moyens pour l'action

Les partenaires cherchent ensemble les financements publics ou privés nécessaires pour mener à bien les actions prévues. Chacun peut porter des demandes de subvention permettant la réalisation d'actions dans le cadre du PAT et de la présente convention. Les appels de fonds des parties devront faire référence au partenariat et à la présente convention de coopération.

Article 4 : Modalités financières

Dans le cadre de la présente convention, le SYDEL contribue financièrement pour un montant de **2310 €**.

4.1 - Modalités de versement

Le montant fixé ci-dessus sera versé par le SYDEL au partenaire en deux échéances :

- 70 %, soit **1617 €**, à la signature de la convention ;
- 30 %, soit **693 €**, à la réception par le SYDEL du bilan technique de réalisation de l'action.

Toutefois, le SYDEL du Pays Cœur d'Hérault pourra exiger du bénéficiaire l'envoi de tout ou partie des pièces comptables complémentaires.

4.2 - Conditions de versement

Les versements sont effectués par mandat administratif sur le compte de la Safer Occitanie (RIB joint en annexe de la présente convention), après vérification du service fait et envoi de la demande de paiement et des pièces justificatives.

La Safer Occitanie devra accompagner chaque demande de paiement des pièces justifiant du service fait. Devront impérativement figurer les dates des actions, la date de la demande de paiement, l'identité complète du partenaire.

Les partenaires veillent conjointement à s'acquitter de toutes les obligations légales découlant de subventions attribuées pour la réalisation d'actions conjointes, à conserver et rendre disponible, sur demande de chacun, toutes les pièces justificatives et relatives aux actions communes et à leurs mises en œuvre.

4.3 - Interruption, annulation ou réduction de l'opération

En cas d'annulation, interruption ou réduction de l'opération envisagée sans qu'il y ait eu manquement à tout ou partie des obligations de la présente convention, le SYDEL Pays Cœur d'Hérault règlera à la Safer Occitanie, le montant de l'aide correspondant au prorata des dépenses justifiées à la date de l'annulation, de l'interruption ou de la réduction.

Article 5 : Propriétés des données et des résultats issus de la coopération

Tous les documents et résultats issus des travaux réalisés dans le cadre de la présente collaboration ou des suites données à cette collaboration, seront la propriété des deux partenaires.

Chaque partie peut utiliser librement et gratuitement les résultats et données brutes issues de la présente convention pour tout type d'application hors prolongements industriels et commerciaux directs.

Article 6 : Echanges, communication et suivi de la présente convention

Les partenaires s'engagent à communiquer conjointement sur les actions communes. Les actions de communication feront apparaître les logos des deux partenaires pour valoriser leur participation et leur coopération dans le cadre du PAT, dans la mesure où cela est compatible avec les contraintes propres à chaque opération.

Il est entendu que les connaissances antérieures non liées à la présente convention restent la propriété des parties. Elles pourront néanmoins, avec l'apport volontaire des parties, concourir à alimenter ou qualifier les résultats obtenus dans le cadre du partenariat.

La première action subventionnée dans le cadre de cette convention est issue du refinancement TETRAA 2024, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, les deux partenaires s'engagent à faire figurer les logos TETRAA et Fondation Daniel et Nina Carasso sur les documents en lien avec l'action financée.

Article 7 : Responsabilités

7.1 – Les matériels et équipements mis par une partie à la disposition de l'autre ou financés par cette partie dans le cadre d'un accord spécifique, restent la propriété de celle-ci. En conséquence, chaque partie supportera la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution du programme par les matériels, installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris les matériels confiés à l'autre partie et les matériels en essais, même si l'autre partie est responsable du dommage sauf faute lourde ou intentionnelle de cette dernière. Les parties assurent la couverture de leurs matériels et équipements respectifs.

7.2 – Chaque partie assume, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.).

Les parties assurent la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Article 8 : Durée

La présente convention de coopération est établie pour une durée de **2 ans** à compter de la date de signature. Cette durée pourra être modifiée par avenant signé par les deux partenaires.

Article 9 : Modification - Avenants

Cette convention pourra faire l'objet d'avenants pour permettre aux partenaires de faire évoluer la nature et l'objet de leur partenariat.

Article 10 : Résiliation - Litige

10.1 – La présente convention peut être résiliée de plein droit par l’une des parties en cas d’inexécution par l’autre d’une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois (3) mois après l’envoi par la partie plaignante d’une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n’ait satisfait à ses obligations ou n’ait apporté la preuve d’un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L’exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

10.2 – En cas d’expiration ou de résiliation de la présente convention, chaque partie prend l’engagement de restituer à l’autre partie, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents et divers matériels que cette dernière Partie lui aurait transmis, sans pouvoir en conserver de reproduction.

10.3 – En cas de litige sur l’application de la présente convention et avant toute action de résiliation par l’un des deux partenaires et toute action judiciaire, les parties devront saisir préalablement une commission de conciliation composée à parité de représentants des deux partenaires.

Si néanmoins, le désaccord persiste, par application de l’article L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les litiges seront alors portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, le :

Pour Le SYDEL du Pays Cœur d’Hérault

Pour la Safer Occitanie

Jean-François Soto

Président

Frédéric André

Directeur Général

Annexe : RIB de la structure partenaire



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à tout organisme souhaitant connaître vos références bancaires pour domicilier des virements ou des prélèvements sur votre compte.

CA LANGUEDOC 10/10/2017
COOPERATIVE ET IAA HERAULT 30200
Tel. Fax.

Intitulé du Compte :S.A. SAFER OCCITANIE

10 CHEMIN DE LA LACADE
31320 AUZEVILLE TOLOSANE

DOMICILIATION

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
13506	10000	00183725000	01

IBAN (International Bank Account Number)

FR76 1350 6100 0000 1837 2500 001

Code BIC (Bank Identification Code) - Code swift:

AGRIFRPP835